

4 • 10

Zeitschrift für Landschaftsarchitektur

Une revue pour le paysage



anthos



Landschaftsqualität

La qualité du paysage

■ Schweiz will keine Alpenkonventionsprotokolle

Nach einer langen Leidensgeschichte hat das schweizerische Parlament (Nationalrat) die Ratifizierung der Alpenkonventionsprotokolle definitiv mit 102 zu 76 Stimmen abgelehnt. Damit ist das Thema in der Schweiz für Jahre auf Eis gelegt.

Die Alpenkonvention geht auf eine Forderung der CIPRA zurück, im sensiblen Lebensraum Alpen eine ausgeglichene Entwicklung von Gesellschaft, Wirtschaft und Natur zu garantieren. Die Umweltminister der Alpenländer und der EU haben 1991 eine Rahmenkonvention mit allgemeinen Grundsätzen unterzeichnet. 1995 trat sie für die ersten Alpenstaaten in Kraft, die Schweiz war mit Italien zusammen schon damals Schlusslicht und wurde erst 1999 Vertragspartei der Konvention. 2001 beantragte die Regierung dem Parlament, alle Durchführungsprotokolle zu ratifizieren. Nach einem unglaublichen Verzögerungstheater seitens der bürgerlichen Parteien und der Wirtschaftsverbände sowie einem Hin und Her zwischen den beiden Parlamentskammern hat der Nationalrat am 29. September 2010 die beschiedene Vorgabe des Ständerats begraben, wenigstens drei der neun Protokolle zu ratifizieren. Nicht einmal das! Es genüge für die Kooperation mit den Alpenstaaten, Vertragspartei der Alpenkonvention zu sein, die einschränkenden Protokolle brauche es nicht.

Damit steht die Schweiz auf dem internationalen Parkett isoliert da und läuft Gefahr, sich lächerlich zu machen. Was beispielsweise die Parlamente von Deutschland und Österreich ohne eine einzige Gegenstimme angenommen haben, ist in der Schweiz gemäss der Mehrheit der Nationalräte eine Gefahr für die wirtschaftliche Entwicklung in den Alpen. Die CIPRA wird sorgfältig analysie-

ren, wie es nun mit der Alpenkonvention weitergehen soll. Die Schweiz wird im Frühjahr 2011 für zwei Jahre den Vorsitz der Konvention übernehmen. Es wird sich dann weisen, wie sie ihr Konzept einer Kooperation als Vertragspartnerin der Alpenkonvention, aber nicht der einzelnen Protokolle, umsetzen wird. Zu tun gäbe es viel, es ist zu hoffen, dass den schweizerischen Worten nun Taten folgen.

www.cipra.ch

■ Initiative ökologisches Kontinuum

Im Oktober führte das «alpine-ecological-network» eine originelle Aktion in den Alpenstädten Ljubljana, Mailand, München, Wien und Zürich durch, um eine breite Öffentlichkeit und die zunehmende Verbauung und Zerschneidung der Landschaft aufmerksam zu machen. So verstellte eine 13 Meter lange Mauer den Passanten in Zürich am Hirschenplatz den Weg.

Für Tiere und Pflanzen wird die Situation zunehmend lebensbedrohlich: Sie müssen wandern, um sich ernäh-

ren und fortpflanzen zu können. Die Initiative ökologisches Kontinuum – getragen vom Netzwerk Alpiner Schutzgebiete Alpac, der Internationalen Alpenschutzkommission CIPRA, dem Komitee Alpenforschung ISCAR und dem alpenprogramm des WWF – nimmt bei der Durchsetzung und Erstellung eines alpinen ökologischen Netzwerkes eine federführende Rolle ein.

www.alpine-ecological-network.org

■ Maltrise de l'urbanisation en Suisse

Avenir Suisse a publié une étude intitulée «L'aménagement du territoire entre prescriptions et exécution. Inventaire des instruments cantonaux de maltrise de l'urbanisation». L'Association suisse pour l'aménagement national VLP-ASPAN, salue la publication de cette étude. Elle fait partie du monitoring des cantons d'Avenir Suisse et représente un instantané nuancé de l'aménagement du territoire. Alors que les discussions sur l'initiative pour le paysage,

Eine Mauer am Hirschenplatz in Zürich zeigt den Passanten, wie ein zerschüttelter Lebensraum sich anfühlt. Eine Aktion der «Initiative ökologisches Kontinuum».



Florian Haeggli, WWF Schweiz

la révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire et l'élaboration du projet de territoire Suisse vont bon train, cet inventaire des instruments cantonaux de gestion de l'urbanisation attire le débat. Dans ce domaine, aux côtés de la Conférence des aménageurs cantonaux COSAC, l'association suisse pour l'aménagement national VLP-ASPAN se distingue en tant que plate-forme institutionnelle de référence permettant l'échange d'expérience entre les cantons et la diffusion d'exemples probants. Avenir Suisse discute dans cette étude aussi la «contribution de plus-values», sujet controversé si l'en est, qui oblige une appréciation positive. A ce jour, seuls les cantons de Neuchâtel et de Bâle-Ville ont institué une contribution de plus-value. Dans plusieurs autres cantons, son introduction est en discussion. Si le sonnet d'Avenir Suisse pour la contribution de plus-value à la mesure de remettre cette mesure à l'ordre du jour, il est, d'un point de vue économique, d'autant plus étonnant que c'est ce même instrument que les milieux politiques remettent en cause de façon récurrente, principalement pour des raisons économiques. VLP-ASPAN a créé un blog sur son site Internet et invite les Internauteurs à venir y consulté l'étude d'Avenir Suisse et donner leur avis sur les résultats.

www.vlp-aspam.ch/blog

■ Les barrages, le climat et la biodiversité

Les lacs de barrage produisent des quantités considérables de méthane, un puissant gaz à effet de serre. Notamment en été, les retenues fluviales s'assèchent et les poissons qui se jouent dans une périmètre tropicales. C'est ce qui vient de démontrer une équipe de chercheurs de l'EAWAG au lac de Wolven près de Berne. L'hydroélectricité perd de ce fait un peu de son aura de source d'énergie climatiquement neutre. L'EAWAG étudie aussi l'impact du changement climatique sur les ressources en eau. Dans les Alpes suisses, les glaciers reculent actuellement à un rythme de dix

mètres par an en moyenne. L'EAWAG s'intéresse aux interactions entre les biocénoses et leurs habitats en perplexe mutation et les scientifiques prévoient une régression de la diversité génétique suite à la disparition des spécialistes au profit d'espèces plus opportunistes.

■ Lancement du PNR 65 «Nouvelle qualité urbaine»

En Suisse, de plus en plus d'espaces verts sont transformés en zones bâties. Comment faire pour freiner ce mitage désordonné? Et quel est l'impact du nouveau mode de vie des citoyens sur le développement des villes, notamment leurs exigences en termes d'espace et de luminosité? Une nouvelle orientation de l'urbanisme et de l'architecture est requise – une «nouvelle qualité urbaine». Le Programme national de recherche éponyme élabore les fondements pour un aménagement global du mode de vie et du paysage urbain à venir. L'habitat sera plus dense qu'aujourd'hui, sans que les gens doivent renoncer à la qualité de vie qu'ils ont connue jusqu'ici.

La densité de construction de la ville européenne sert de modèle aux projets de recherche du PNR 65. Comme l'explique Jürg Sulzer, président du Comité de direction du PNR 65, les faits que les gens vivent, travaillent et se distraient dans un espace restreint constitue un élément caractéristique de ce type de ville – à l'inverse de ce que l'on observe dans les régions métropolitaines américaines ou asiatiques. D'où la nécessité, poursuit-il, de gérer avec précaution ce modèle urbain européen, avec ses formes plurielles d'utilisation qui se jouent dans une périmètre limitée. La densité de ce lacs forme par ailleurs une condition préalable unique en son genre pour réaliser des économies d'énergie, notamment dans le contexte du réchauffement climatique.

Cinq projets de recherche sur trois ans

L'objectif du PNR 65 est de faire avancer le développement des villes

neigende. Il s'agit d'intégrer plus activement dans les disciplines de l'urbanisme et de l'architecture de nouvelles idées et stratégies susceptibles de contribuer à la qualité urbaine. Quant aux disciplines proprement dites, elles doivent être renforcées. Toutefois, le PNR 65 n'entend pas fournir une formule générale pour la réalisation de la qualité urbaine. Une telle formule ne rendrait pas justice à la diversité des cultures que présentent les villes de Suisse. Ainsi, l'un des projets examine de nouvelles lignes directrices d'urbanisme pour les zones alpines et subalpines du Tessin. Son postulat méditerranéen est transversal et englobe le Nord de l'Italie. Un autre projet examine comment améliorer la qualité urbaine de l'agglomération zurichoise – de l'aéroport au centre-ville.

Le PNR est doté d'un financement cadre total de cinq millions de francs, pour une période de recherche de trois ans. Cinq projets de recherche sont financés. Deux d'entre eux sont conduits à l'EPFZ, les trois autres à l'Université de Fribourg, à l'Université de la Suisse italienne (USI) et dans un bureau d'architecture et de planification à Rougemont. La liste des projets se trouve sur le site Internet du PNR 65. Il est également possible de s'y abonner à la newsletter électronique du programme.

■ Neugorganisation des BAFU

Das Bundesamt für Umweltschutz (BAFU) wird aufgrund des Sanierungsprogramms 30 Vollzeiteinstellen abbauen oder auslagern. Zudem soll die bisherige Abteilung Natur und Landschaft in die Abteilung Artenmanagement integriert werden. Die Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (SL) befürchtet, dass sich damit das BAFU schleichend aus dem Landschaftsschutz zurückziehen will. Dies wäre angesichts der grossen künftigen Aufgaben unverantwortbar. Der Landschaftsschutz steht in der Gunst der Bevölkerung gemäss Umfragen jeweils weit oben. Dessen Bedeutung ist in den letzten Jahren auch dank der Tätigkeiten und Pro-



jekte von Seiten der kantonalen und Bundesstellen in der breiten Bevölkerung wahrgenommen worden. Dennoch stehen wir weiter vor grossen Herausforderungen. Die Zersiedlung und Zerschneidung der Landschaften, die Pflege und Offenhaltung der Berglandschaften, die Weiterentwicklung der Direktzahlungen in Richtung Landschaftsqualität, die Konkretisierung der BLN-Objekte, die Schonung der nicht besiedelten Landschaftsräume im Zusammenhang mit dem Ausbau der erneuerbaren Energien und der Energietransportnetze sowie die Erhaltung der Kulturlandschaften der bäuerlichen Landschaften sind zentrale Themen. Zudem wird seit Jahren vom BAFU die Ratifizierungsbotschaft zur europäischen Landschaftskonvention erwartet (die Schweiz ist eines der letzten Staaten des Europarates, die diese Konvention noch nicht ratifiziert haben).

Angesichts dieser wichtigen Aufgabenbereiche ist es ein bedeutendes Zeichen, wenn das BAFU durch die Abteilungszusammenlegung künftig den Landschaftsschutz nur noch als Teilbereich des Artenmanagements auffasst. Beim Landschaftsschutz geht es um den Menschen. Im Mittelpunkt steht die Gestaltung des Lebensraumes zwischen Natur und Mensch, dessen Wohlbefinden, der Erholungswert und das ästhetische Erlebnis, die Wahrung von räumlicher Identität und kultureller Vielfalt. Der Einsatz für die Schönheit unserer Landschaften und für den Schutz

und die nachhaltige Fortschreibung unseres natürlichen und kulturellen Erbes braucht einen starken staatlichen Fürsprecher. Landschaftsschutz darf nicht einseitig auf Ökologie und Artenmanagement reduziert werden!

Dr. Dr. h.c. Raimund Rodewald,
Geschäftsführer SL

■ Ein Meilenstein in der Gartentherapie

Die positiven Wirkungen von Pflanzen auf den Menschen, insbesondere gärtnerische Aktivitäten, sind schon seit vielen Jahren bekannt. Die Gartentherapie selbst, bei der Pflanzen als Medium eingesetzt werden, um therapeutische Ziele zu erreichen, ist jedoch ein recht junges Fachgebiet. Diesem Thema widmet sich nun die Schweizerische Gesellschaft Gartentherapie. Der Verein wurde im Oktober 2010 an der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW in Wädenswil gegründet. Er wendet sich an alle Personen, welche gartentherapeutisch tätig sind, sowie Interessenten aus verwandten Fachbereichen. Dazu zählen Physio-, Ergo-, Aktivierungstherapeuten und Pflegefachpersonen, aber auch Vertreter der «Grünen Branche», zum Beispiel Landschaftsarchitekten, die Therapiepläne planen. Der Verein setzt sich für die fachliche und öffentliche Anerkennung der Gartentherapie ein. Als Netzwerk fördert er den

in Wädenswil wurde die Schweizerische Gesellschaft Gartentherapie gegründet, die sich für die fachliche und öffentliche Anerkennung der Gartentherapie einsetzt.

Austausch unter den Mitgliedern und mit anderen gartentherapeutischen Organisationen, beispielsweise durch eine Homepage. Zudem werden Aus-, Weiter- und Fortbildungsangebote veröffentlicht, Dienstleistungen wie Veranstaltungen, Exkursionen, Newsletter, Stellenbörse und Beratung stehen den Mitgliedern zur Verfügung. Der Verein fördert auch die wissenschaftliche Forschung auf dem Gebiet der Gartentherapie und vernetzt Interessenten auf nationaler und internationaler Ebene.

www.gartentherapie.ch
Renata Schneider-Ulmann

■ Ein Fenster für Kunst im öffentlichen Raum

Auch 2011 sollen Galerien und Museen in Zürich Kunstwerke im öffentlichen Raum aufstellen. Interessierte Zürcher Kunstsinstitute, Off Spaces und Galerien können bis zum 17. Januar 2011 Vorschläge einreichen (Skulpturen, Installationen oder Performances), die von einer Fachjury beurteilt werden. Vor einem Jahr wurde im Rahmen eines Pilotprojektes erstmals Kunst auf öffentlichen Plätzen Zürichs ausgestellt. Ziel war es, während der Sommermonate den unmittelbaren Kontakt zwischen Kunst und Men-

schen zu ermöglichen. Die Arbeitsgruppe Kunst im öffentlichen Raum (AG KiÖR) reagiert mit «Gasträume» auf den Wunsch von Galerien und Museen, Auftrittsmöglichkeiten für Kunst an attraktiven Standorten im öffentlichen Raum zu gewinnen. Aufgrund der positiven Rückmeldungen seitens des Publikums und der Zürcher Kunstszene wird das Projekt auch 2011 durchgeführt. Neu steht neben den bisherigen Standorten (SigiFeigel-Terrasse, Tessinerplatz, Paradeplatz, Turbinenplatz, Max-Bill-Platz) auch die Urania sowie zur Verfügung. Die Plätze befinden sich in unterschiedlichen Quartieren mit hoher städtebaulicher Dynamik, sodass verschiedene Perspektiven und Szenarien im Umgang mit Kunst im öffentlichen Raum zu erwarten sind. www.stadt-zuerich.ch/gastraeume

■ Symposium «Green is Cool. Lockruf der Gartenstadt»

Aktuelle Stadtvisionen und urbane Interventionen verwenden «Grün» als strukturbildendes und imageprägendes Element. Ist diese «Symbiose von Stadt und Landschaft» ein nachhaltiges Konzept, um auf die globalen Krisen zu reagieren, oder muß die entwerferischen Ideen oberflächliche Graphiken? Welchen professionellen

Beitrag haben Landschaftsarchitekten zu leisten? Diese Fragen wurden im Weihenstephaner Forum für Landschaftsarchitektur und Landschaftsplanung an der TU München im Oktober 2010 mit internationalen Experten, Gästen und Studenten diskutiert. Zu fünf Positionsaussagen kamen Erik de Jong, Kulturwissenschaften, Universität Amsterdam, Thorbjörn Andersson, Landschaftsarchitekt, Schweden, Thomas Sieverts, Stadtplaner, Bonn, Michael Koch, Stadtplaner, Hafen-City Universität Hamburg, Joseph E. Barns, Stadtplaner, USA, eingeladen. Moderiert wurde von Udo Welcher, Landschaftsarchitekt, TU München. Der Begriff «Gartenstadt» als Kischsee einer von Grün durchwobenen Stadt ist bis heute positiv besetzt, erfasst aber nicht alle Notwendigkeiten und Anforderungen urbaner Gesellschaften. Garten und Natur, Blumentopf und Spazierweg gehören zur Stadt, wie technische Ver- und Entsorgung, Verkehr und Produktion. Landschaftsarchitekten haben zur Aufgabe, die natürlichen Potentiale urbaner Systeme zu optimieren, Landschaft als Verweis auf Natur zu (re)integrieren und dabei nicht nur «Grün» zu betrachten, sondern eine Kompetenz für alle Komponenten der Stadt zu etablieren.

Dr.-Ing. Gunter Bartholmai



■ Licht-Klang-Skulptur am IBA-Finale

Die internationale Bauausstellung (IBA) First-Picker-Land hat in ihrem diesjährigen Präsentationsjahr Besucher aus aller Welt in die Lausitz gelockt. Ganz offiziell endet die seit 2000 laufende IBA, die mit 30 Projekten den Landschafts- und Strukturwandel im Lausitzer Kohlierevier begleitet hat, am 31. Dezember 2010. Der öffentliche und künstlerische Höhepunkt des IBA-Abschlussjahres fand im September in Senftenberg im Lausitzer Seenland statt. Mit dieser siebten und letzten Inszenierung von Jürg Montali unter dem Titel «Auf zu neuen Ufern», einer fast utopischen Licht-Klang-Skulptur, sollte ein starkes Zeichen für die

Zukunft der Region gesetzt werden. Die Lausitzer formierten sich mit Taschen- und Fahrradlampen auf einem 12 Kilometer langen Teilstück des Seeradwegs und brachten unter Regieanweisung des Künstlers das Seeufer zum Leuchten, während hunderte Fanfarenspieler und Trommler ihre Klänge über den See schickten.



■ Der Park «Ouerbett»

WW-architektur + management / wisch architekten (6)

Der in der Gemeinde Kayl (L) gelegene öffentliche Park mit Pavillon ist 2010 neu gestaltet worden. Die Anlage von 2,5 Hektaren wurde von WW-architektur+management (L) mit wisch architekten (D) für 2,9 Millionen Euro entworfen und gebaut (Gesamtkosten für Park und Pavillon).

Das «Kayldall» erstreckt sich in Nord-Süd-Richtung entlang des Kaylbaches, ausgehend vom Stadtzentrum Kayls bis nach Tétange. Der Park Ouerbett bildet den nördlichen Abschluss dieser Grünverbindung. Als öffentlicher städtischer Raum repräsentiert er die grüne Mitte Kayls. Wesentliche Parameter der Gestaltung sind der Erhalt der bestehenden Einzelbäume und Gehölzgruppen, die Definition der Parkränder, die Integration der geforderten Nutzungen sowie die Akzentuierung der Eingangszonen und Übergangsbereiche zu Stadt und Landschaft. Die Struktur des Parks wird durch den Kaylbach mit seinem Uferweg und durch einen Rundweg geprägt, mit dem die Hauptfunktionsbereiche des Parks erschlossen werden. Der parkseitige Rand wird von Hainbuchenhecken gefasst. Die Bündelung von Erschliessung und Aufenthalt an den Rändern erlaubt ein Freilassen der Parkmitte. Der Spielplatz für verschiedene Altersgruppen (mit Sitzgelegenheiten) und ein Kleinsportfeld für Ballspiele bieten unterschiedliche Aktivitätsmöglichkeiten. Eine grosse Rasenfläche kann als Spiel- und Liegewiese sowie für Feste und Veranstaltungen genutzt werden. Staudenbeete setzen bunte Akzente. Den Parkzugängen sind jeweils kleine Plätze zugeordnet, die in den Abendstunden durch Beleuchtung in Szene gesetzt werden. Der



Ouerbett-Pavillon ist das Schmuckstück des Parks: Diesem vorgelagert, ermöglichen Sitzstufen den direkten Zugang zum Kaylbach, dessen Wasserqualität durch Säuberungs- und Gestaltungsmaßnahmen an den Ufern verbessert wurde.

Gebäude liegen neben modernen Hotels, Kunstgalerien und Souvenirläden, Theatern und Museen. Die nächtliche Beleuchtung ist mangelhaft, die Müllbeseitigung ist nicht ausreichend, auf den Strassen streunen wilde Hunde.

Vor diesem Hintergrund stellen das Goethe-Institut und das Zentrum für zeitgenössische Kunst Sowiart die Frage nach der Dialogfähigkeit und den Wirkungsmöglichkeiten zeitgenössischer Künste bei der Modernisierung und dem Erhalt des kulturellen Erbes öffentlicher Räume.

Die gebauten Strukturen und die Beleuchtung setzen Akzente im 2010 erstellten Park Ouerbett in Kayl (L).

■ Strassen in Osteuropa

Die radikalen Veränderungen des öffentlichen Raums, die seit Auflösung der Sowjetunion in den Städten Mittel- und Osteuropas zu beobachten sind, stehen im Mittelpunkt des Projekts «Spielstrasse – Strassenspiele».

Am Beispiel des Andreassteigs in Kiew, der als eine der ältesten Strassen Osteuropas gilt, zeigten das Goethe-Institut Ukraine und das Zentrum für zeitgenössische Kunst Sowiart Anfang Oktober 2010 im Rahmen eines Festivals, was innovative künstlerische und stadtplanerische Positionen zur Modernisierung und Bewahrung des kulturellen Erbes beitragen können. Der holprige, mit Kopfsteinen gepflasterte Andreassteig im Zentrum von Kiew, hat in den vergangenen zwanzig Jahren radikale Veränderungen erlebt: Verfallene und leer stehende

«Spielstrasse – Strassenspiele» vereint unterschiedliche Projekte, die in deutsch-ukrainischer Zusammenarbeit entstanden sind.